

Actualités OFS BFS aktuell Attualità UST

4 Economie nationale
Volkswirtschaft
Economia

Décembre 2003

Révision des Comptes nationaux suisses

Adaptation du Système des comptes nationaux aux nouvelles réalités économiques (Introduction du SEC 95)

Complément d'information:

Philippe Stauffer, OFS, tél.: 032 713 60 75

Philippe Kuttel, OFS, tél.: 032 713 60 67

e-mail: info.vgr-cn@bfs.admin.ch

Service d'information:

+41 (0)32 713 60 11, e-mail: info@bfs.admin.ch

N° de commande: 613-0300

© OFS

Révision des comptes nationaux suisses : Résultats selon les prescriptions du SEC 95

1. Le Système européen des comptes (SEC 95)

Jusqu'en 2003, les données des comptes nationaux suisses ont été structurées selon les prescriptions du **SEC 78** (Système européen de comptes économiques intégrés, 2^{ème} version). Or, ces règles ne permettent pas de saisir la réalité économique dans toute sa complexité. Au début des années 1990, d'importants travaux conceptuels ont été menés sur le plan international. Ils ont notamment débouché sur la rédaction d'un nouveau manuel, le **SEC 95** (Système européen des comptes). La révision des comptes nationaux suisses, dont les principaux résultats sont présentés ici, a permis l'introduction des principaux changements du SEC 95¹. Les données ont été calculées selon les nouvelles directives pour la période 1990 à 2001. Des premières estimations partielles sont disponibles pour 2002. Enfin, le calcul des principaux agrégats du PIB remontant à 1980 est prévu pour la fin du premier trimestre de 2004.

2. Comparaison des résultats selon le SEC 78 avec les résultats selon le SEC 95

2.1 Comparaison en termes de taux d'évolution

Comme l'indique le graphique 1, les taux d'évolution du PIB à prix courants sont en moyenne légèrement plus **faibles** dans le SEC 95 que dans le SEC 78 (-0,1 point de pourcent). L'écart est sensiblement plus marqué en début de période sans qu'on puisse isoler un trend particulier. Par contre, aux prix de l'année précédente, les taux d'évolution sont **supérieurs** en moyenne de 0,2 point de pourcent dans le SEC 95 sur la période 1991-2001.

Graphiques 1 et 2 : Comparaisons des taux d'évolution dans le SEC 78 et le SEC 95

Cette situation (évolution plus faible à prix courants, plus dynamique aux prix de l'année précédente) implique un changement significatif du déflateur du PIB. Elle a été constatée dans la plupart des pays ayant adopté le SEC 95, et s'explique tant par des facteurs structurels que par des aspects méthodologiques. Parmi les facteurs structurels, on peut noter les changements de pondération des agrégats, respectivement des secteurs, détaillés plus loin. Les changements de pondération donnent un déflateur implicite différent, même sans modification des évolutions de prix.

Par ailleurs, un changement méthodologique important

dérive du fait que les évolutions en volume du SEC 95 se rapportent aux structures de l'année précédente (« rebasage » sur l'année t-1). Dans le SEC 78, les résultats étaient exprimés aux prix d'une année de référence. Le fait de « rebaser » les évolutions en volume sur les pondérations de l'année précédente induit une actualisation systématique des poids relatifs à un niveau désagrégé. Il reflète de manière adéquate les changements de comportement et de prix relatifs. Ce « rebasage » évite par exemple de donner un poids trop important au recul de prix des produits informatiques enregistré ces dernières années.

Enfin, certaines méthodes de déflation ont été revues, et les résultats reflètent ces changements. Ceci est particulièrement vrai pour les échanges de biens avec le reste du monde, pour lesquels une déflation partiellement basée sur des indices de prix a été introduite.

2.2 Comparaison en termes de niveaux²

Dans le SEC 95, le niveau du PIB à prix courants est en moyenne supérieur de 2,6% au niveau atteint dans le SEC 78, l'écart est légèrement plus faible en fin de période. Cet ajustement à la hausse a été constaté dans tous les pays ayant introduit le SEC 95.

Dans le PIB *selon l'approche par la production*, la révision aboutit à augmenter l'importance relative du secteur des sociétés non financières (S.11)³ (cf. Graphiques 3 et 4). En termes absolus, la valeur ajoutée du secteur s'accroît d'environ 30 milliards par rapport aux niveaux du SEC 78, soit un ajustement à la hausse de 12%. Ce changement s'explique notamment par le transfert des hôpitaux publics dans ce secteur. Ce transfert met en valeur le côté marchand de ces unités, qui couvrent en moyenne plus de la moitié de leurs coûts par le produit de leurs ventes. La valeur ajoutée du secteur bénéficie également des changements de prescriptions au niveau de la valorisation. Dans le nouveau système, l'évaluation de la production comprend les subventions sur les produits, ce qui a un impact important sur des branches telles que les transports et l'agriculture.

Graphiques 3 et 4 : Comparaisons de la part des valeurs ajoutées des différents secteurs dans le SEC 78 et le SEC 95

A l'inverse, la part relative des sociétés financières (sans les assurances et caisses de pension) diminue de manière significative. En termes absolus, la valeur ajoutée diminue d'environ 8 milliards par rapport aux niveaux du SEC 78, ce qui correspond à un recul moyen de 21%. Cette baisse est principalement due aux prescriptions très strictes du SEC 95 relatives aux gains de détention. Ces derniers

¹ Pour plus de détails, cf. Office fédéral de la statistique (OFS), Une introduction à la théorie et à la pratique des comptes nationaux, Méthodes et concepts du SEC, Neuchâtel 2003.

² Les montants, parts relatives et taux mentionnés dans cette partie se réfèrent aux données à prix courants.

³ L'Annexe 1 donne une mise en équivalence des secteurs dans le SEC 78 et dans le SEC 95 ainsi que de leurs codes.

doivent rigoureusement être exclus de la mesure de la production. Or, il s'est avéré que les niveaux du SEC 78 comprenaient des positions du compte de résultat des banques contenant d'importants gains de détention. Les changements de valorisation mentionnés précédemment influencent également la valeur de production de ce secteur. En effet, contrairement à la pratique précédente, les droits de timbre ne sont plus pris en compte dans la valeur de production du SEC 95. Ces impôts s'élèvent à 1,3 milliards en 1993 et à 2,8 milliards en 2000, par exemple.

Par ailleurs, la révision aboutit à augmenter fortement la part relative des sociétés d'assurance, des caisses de pension et des assurances sociales dans la somme des valeurs ajoutées. Elle passe d'une moyenne de 2,9% dans le SEC 78 à 4% dans le SEC 95. En termes absolus, la valeur ajoutée de ces secteurs dans le nouveau système est en moyenne supérieure de 4,7 milliards aux anciens niveaux. Cet ajustement important est principalement dû à la nouvelle sectorisation, qui implique que les caisses maladie, les caisses de pension et la SUVA⁴ sont dorénavant traitées comme des sociétés d'assurance. Elles n'apparaissent donc pas dans le sous-secteur des administrations de sécurité sociale, rattaché aux administrations publiques, mais dans le secteur des sociétés d'assurance et caisses de pension (S.125). Ce changement de sectorisation signifie que la valeur de production de ces unités n'est plus mesurée par la somme des coûts, comme dans le SEC 78. Elle est dorénavant mesurée par les ventes des services d'assurance. La révision a également permis de revoir la manière de calculer la valeur de production de la réassurance et d'intégrer les derniers développements conceptuels en la matière. Combinés, ces changements induisent un important ajustement à la hausse.

Dans le PIB *selon son affectation*, les nouvelles prescriptions ont un impact important sur la dépense de consommation finale, les investissements en biens d'équipement et les exportations et importations de services. Certains changements reflètent uniquement une affectation différente de certains flux. C'est le cas notamment des dépenses à caractère « touristique » dont le traitement diffère dans les deux systèmes. Alors qu'elles apparaissaient en tant que telles dans la séquence de comptes du reste du monde dans le SEC 78, ces flux sont dorénavant intégrés dans les exportations et importations de services. L'impact en terme de PIB est nul. Par contre, des changements conceptuels et méthodologiques entraînent une hausse importante des niveaux des investissements en biens d'équipement. En effet, contrairement au SEC 78, le SEC 95 considère que les dépenses en logiciels effectuées par les entreprises doivent apparaître dans les investissements en biens d'équipement. Dans le nouveau système, ces derniers sont sensiblement plus dynamiques à la fin des années 1990 vu l'importance croissante de ce type d'investissement. Par ailleurs, la révision a permis de revoir la production des industries productrices de biens d'équipement. Les investissements ont été adaptés en

conséquence. Le niveau des investissements en biens d'équipement du SEC 95 est ainsi supérieur en moyenne de 9 milliards à celui du SEC 78, ce qui représente un redressement moyen de 25%.

Enfin, la contribution extérieure (exportations moins importations) est nettement plus élevée dans le nouveau système. Des prescriptions révisées sont à l'origine de la plupart des différences. Une partie des changements apportés aux exportations et importations se neutralisent avec des modifications apportées à d'autres agrégats du côté de la dépense. C'est le cas des dépenses « touristiques » mentionnées précédemment. L'impact global de ces changements en termes de PIB est faible. D'autre part, certaines différences de prescriptions ont un impact significatif sur le niveau du PIB. C'est le cas par exemple des services, qui sont plus nombreux et plus étendus dans le nouveau système. Il en résulte un ajustement important des niveaux. Enfin, certains flux, comme les exportations de services de réassurance, ont été réestimés à la lumière des dernières recommandations internationales. Combinés, ces divers changements affectent le niveau de la contribution extérieure.

3. Commentaires sur les nouveaux résultats

3.1 Evolution des composantes du PIB mesuré selon l'approche de la production⁵

Tableau 1 : Evolution de la valeur ajoutée des différents secteurs entre 1990 et 2001

Le début des années 1990 est caractérisé par un fort ralentissement conjoncturel ainsi qu'une forte inflation. De 1990 à 1993, les bonnes performances du secteur des sociétés financières (S.12) sont largement compensées par le fort recul enregistré dans le secteur des sociétés non financières (S.11). Les difficultés rencontrées dans les branches de la construction, de l'immobilier et dans le commerce expliquent en grande partie cette dégradation.

En 1994, la reprise est sensible (hausse du PIB de 1,1%) grâce au renversement de tendance dans la construction et l'immobilier ainsi qu'à l'accélération sensible de la croissance dans l'industrie manufacturière. La performance d'ensemble de l'économie aurait encore été nettement supérieure si le secteur des sociétés financières, entraîné par la contre-performance des intermédiaires financiers (S.121-123), n'avait pas enregistré son premier recul de valeur ajoutée brute (VAB) de la décennie. La configuration est semblable en 1995. Elle s'inverse toutefois en 1996, année caractérisée par une impressionnante progression de la valeur ajoutée des sociétés financières (+8,9%) et par le recul marqué des sociétés non financières. Celles-ci souffrent de l'accentuation radicale de la crise dans la construction et d'un fort repli dans le secteur primaire. Seule la croissance enregistrée dans les branches

⁴ Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents

⁵ Sauf indication contraire, les taux d'évolution indiqués sont exprimés aux prix de l'année précédente.

« Transports et communications » et « Immobilier, location de machines, informatiques et R&D » permettent de limiter les dégâts dans ce secteur.

L'année 1997 signale un tournant important. La demande soutenue pour les biens produits en Suisse permet à l'industrie manufacturière d'augmenter sa valeur ajoutée de manière sensible. Les exportations augmentent fortement, les biens d'équipement et des industries chimiques étant particulièrement prisés à l'étranger. Le secteur financier soutient activement le mouvement avec une croissance de la VAB des sociétés financières (S.12) de 11,7%. Dès 1997, l'environnement économique est favorable (faible inflation; croissance vigoureuse chez nos principaux partenaires économiques; capacités de production non utilisées) et permet une croissance non inflationniste. On assiste ainsi à une expansion économique continue culminant en 2000 avec un taux de croissance du PIB de 3,7%. Ce résultat remarquable est fortement influencé par l'extension de la sphère financière (+11,7% de VAB en 2000). Cette évolution ne doit toutefois pas cacher la croissance très stable et soutenue des sociétés non financières durant toute la période. Celles-ci bénéficient des importants investissements en biens d'équipement opérés tant en Suisse qu'à l'étranger, du boom dans la branche « Transports et télécommunications » et de la reprise dans la construction. Les collectivités publiques jouent un rôle significatif dans ce dernier cas en 1998. Par contre, la détérioration des finances publiques pèse sur l'évolution des années suivantes, même si certains grands projets de transports publics (NLFA et Rail 2000) continuent d'influencer positivement le génie civil. Les constructions à caractère industriel ou commercial deviennent graduellement le principal soutien de la branche de la construction, qui connaît en 2000 son meilleur résultat depuis 1994.

Dans le secteur des entreprises non financières, les années 1999 et 2000 sont également marquées par un fort développement des activités de services. Les craintes liées au passage informatique à l'an 2000 et le développement technologique dopent les résultats des branches liées à l'informatique. La libéralisation du marché de la télécommunication et l'apparition de nouveaux acteurs engendrent une baisse massive des prix et une importante progression en volume.

L'année 2000 clôt ainsi la décennie avec une croissance record, reposant aussi bien sur l'expansion de la production de biens que sur celle des services, tant financiers que non financiers. Cette année est suivie d'un très net ralentissement conjoncturel. Le recul massif de la valeur ajoutée des intermédiaires financiers (S.121-123), lié à l'éclatement de la bulle financière et à l'effondrement des acquisitions et fusions, joue un rôle déterminant dans l'évolution de 2001. Confrontés à un environnement difficile, les assureurs voient par ailleurs leur valeur ajoutée reculer pour la première fois depuis 1990. Seule la bonne performance enregistrée par les sociétés non financières, tirée notamment par le développement des activités de

services, permet à l'économie de progresser légèrement (PIB : +1%).

3.2 Evolution des composantes du PIB mesuré selon l'approche de la dépense⁶

Tableau 2 : Approche du PIB par la dépense, aux prix de l'année précédente

Le fort ralentissement conjoncturel, le niveau élevé de l'inflation, et les incertitudes liées à la place économique de la Suisse marquent le début des années 1990. La période 1990 à 1993 se caractérise par un repli marqué de la demande intérieure. Le mouvement est dominé par le recul massif des achats de biens d'équipement et par la diminution des investissements dans la construction. Dans un premier temps, les dépenses de consommation finale des ménages et des administrations publiques jouent le rôle de stabilisateur économique. L'environnement général est toutefois tel qu'elles enregistrent un recul en 1993. Ce sera le seul repli pour le secteur des ménages durant toute la période. La situation aurait été nettement pire si les échanges avec l'étranger n'avaient pas permis de dégager un excédent commercial de plus en plus conséquent. Traditionnellement déficitaire dans le commerce de biens, la Suisse voit son déficit se transformer progressivement en excédent. Ce mouvement est dû aussi bien à une croissance des exportations qu'au repli des importations. Celui-ci reflète l'importance de la crise traversée par le pays en début de période. Ainsi, le recul massif des investissements en biens d'équipement a pour corollaire une baisse substantielle des importations de biens d'équipement.

Cette configuration change en 1994 et 1995. Ces années sont en effet caractérisées par une reprise de la demande intérieure et par le recul de la contribution extérieure. Les mouvements de la demande intérieure sont dominés par le boom des investissements, particulièrement vigoureux dans les biens d'équipement. La dépense de consommation finale renoue également avec la croissance. Cette hausse de la demande intérieure induit une forte progression des importations de biens et de services. Celle-ci n'est pas accompagnée d'une hausse équivalente des exportations, et la contribution extérieure chute durant ces deux années.

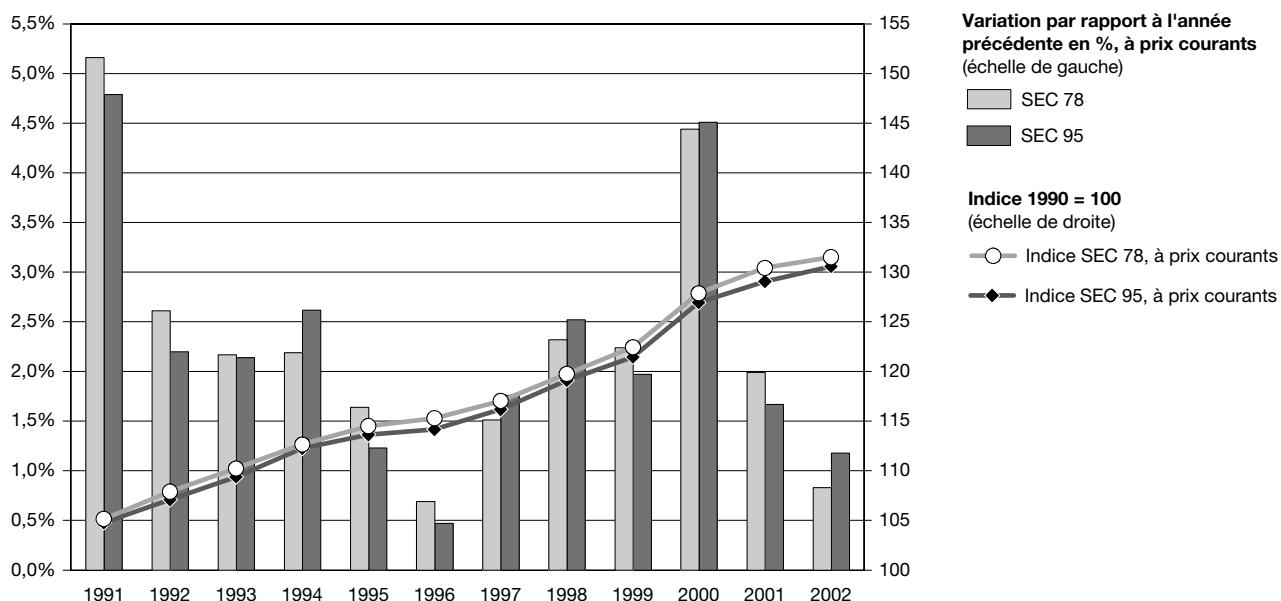
Durant les années suivantes, 1998 et 2001 exceptées, tant la demande intérieure que la demande extérieure participent au processus de croissance. Le recul marqué du nombre de chômeurs, la reprise économique, la stabilisation à bas niveau des taux d'intérêt et la faible inflation redonnent des couleurs à la dépense de consommation finale des ménages. Son taux de croissance double, passant de 1,1% en 1996 à 2,4% en 1998, pour se stabiliser ensuite à un haut niveau. La croissance des investissements en biens d'équipement progresse et culmine en 1998 avec un taux supérieur à 10%. Seuls les investissements dans la construction évoluent en demi-teintes, les années de recul étant plus nombreuses que les années d'expansion. La contribution extérieure, quant à

⁶ Sauf indication contraire, les taux d'évolution indiqués sont exprimés aux prix de l'année précédente.

elle, apporte un soutien marqué à la croissance. En effet, la croissance des exportations tendant à dépasser celle des importations, la contribution extérieure s'accroît sans cesse. L'année 1998 fait exception avec un recul impressionnant de la contribution extérieure lié à l'accroissement des importations de véhicules et des objets de valeur. Ces dernières sont liées à la crise asiatique de 1997 qui a entraîné d'importantes ventes de bijoux dans cette région. Ces bijoux ont ensuite été importés en Suisse pour y être fondus. La contribution extérieure se redresse vigoureusement par la suite et culmine en 2000. Les taux de

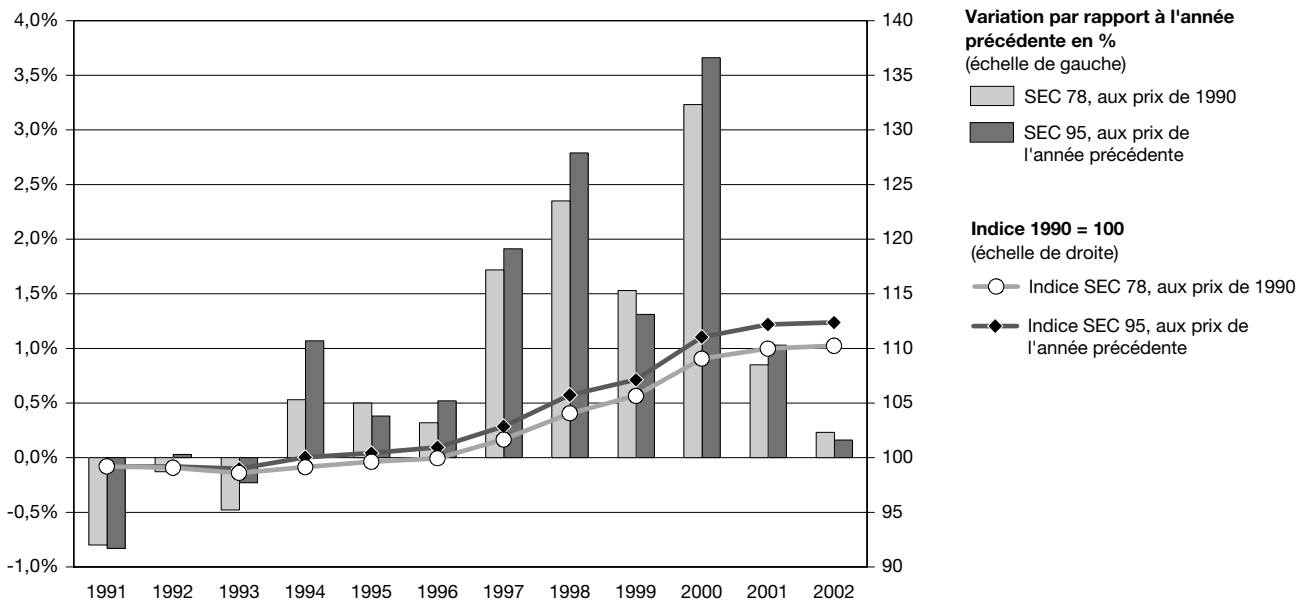
croissance des exportations et importations enregistrés cette année-là reflètent l'expansion du commercial mondial et la forte demande en Suisse. La contribution extérieure recule toutefois en 2001 suite aux importations massives de palladium en provenance de Russie. Néanmoins, hors métaux précieux, le solde commercial s'améliore. Par ailleurs, la consolidation à haut niveau de la croissance des dépenses de consommation finale permet à l'économie suisse de continuer de croître en 2001 (PIB : +1%) en dépit de la contre-performance des investissements en biens d'équipement et des investissements dans la construction.

**G1 Comparaison du PIB à prix courants selon le SEC 78 et le SEC 95
1991 - 2002**



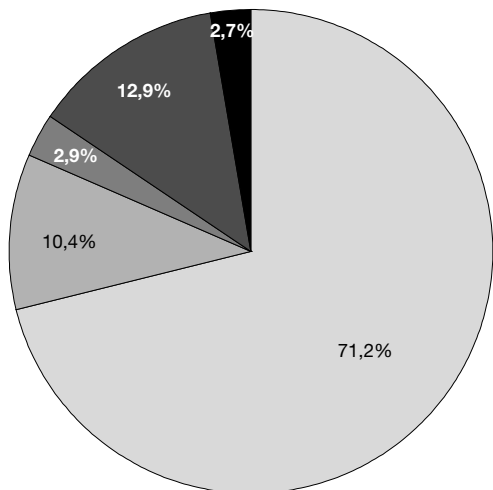
© Office fédéral de la statistique

**G2 Comparaison du PIB en volume selon le SEC 78 et le SEC 95
1991 - 2002**



© Office fédéral de la statistique

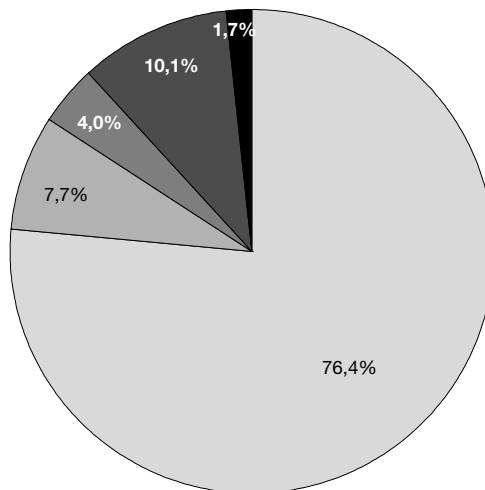
G3 SEC 78: Parts moyennes des secteurs institutionnels dans la somme des valeurs ajoutées, à prix courants (1990 - 2001)



- Entreprises non financières (S10 + S81)
- Intermédiaires financiers (S40)
- Entreprises d'assurance et assurances sociales (S50 + S70)
- Administrations publiques (S60)
- Institutions sans but lucratif au service des ménages (S82)

© Office fédéral de la statistique

G4 SEC 95: Parts moyennes des secteurs institutionnels dans la somme des valeurs ajoutées, à prix courants (1990 - 2001)



- Sociétés non financières (S11 + S14)
- Sociétés financières, hors sociétés d'assurance et fonds de pension (S121 + S122)
- Sociétés d'assurance et fonds de pension, administrations de sécurité sociale (S125 + S1314)
- Administrations publiques, hors administrations de sécurité sociale (S13 - S1314)
- Institutions sans but lucratif au service des ménages (S15)

© Office fédéral de la statistique

T1 Compte de production par secteurs institutionnels

P.1 Production

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

Code	Secteurs institutionnels	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000p	2001p
S.11	Sociétés non financières	-	-3,5%	-2,0%	-2,3%	-1,3%	1,7%	0,6%	2,7%	4,6%	2,1%	2,8%	2,9%
S.12	Sociétés financières	-	6,0%	2,3%	3,3%	-0,8%	-0,1%	8,8%	10,3%	10,8%	3,9%	11,8%	-4,9%
S.121 S.122	Sociétés financières (hors S.125)	-	7,7%	-0,2%	2,8%	-4,2%	-3,1%	10,1%	17,6%	13,1%	4,3%	14,7%	-9,9%
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	-	4,2%	5,2%	4,0%	3,3%	3,4%	7,3%	1,6%	7,7%	3,1%	7,2%	4,1%
S.13	Administrations publiques	-	2,5%	0,8%	-1,0%	1,5%	-0,4%	1,1%	-0,1%	0,6%	1,1%	3,0%	3,2%
S.1314	Administrations de sécurité sociale	-	21,1%	20,7%	14,7%	4,6%	-1,3%	35,6%	34,7%	-4,6%	-10,7%	-11,6%	-1,1%
S.14	Ménages	-	-1,6%	-0,6%	-2,5%	3,6%	2,1%	-0,4%	-0,5%	0,7%	-8,9%	2,7%	-5,2%
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	-	-1,7%	4,4%	3,4%	-0,8%	-0,1%	-0,9%	-1,0%	1,4%	1,4%	1,3%	7,1%
D.21	Impôts sur les produits	-	-1,9%	-2,3%	0,4%	2,9%	0,9%	3,4%	5,4%	2,4%	1,8%	5,4%	-0,7%
D.31	Subventions sur les produits	-	9,4%	9,3%	0,3%	6,0%	1,2%	5,5%	-14,9%	6,2%	-39,7%	-0,2%	-2,1%
Tot	Total	-	-2,1%	-1,2%	-1,6%	-0,3%	1,4%	1,3%	3,0%	4,3%	1,1%	3,9%	0,9%

P.2 Consommation intermédiaire

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

Code	Secteurs institutionnels	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000p	2001p
S.11	Sociétés non financières	-	-5,0%	-3,2%	-3,0%	-2,9%	2,9%	1,8%	4,2%	5,8%	2,2%	3,2%	1,7%
S.12	Sociétés financières	-	0,5%	2,3%	4,5%	2,0%	2,1%	8,5%	8,1%	8,8%	6,5%	12,0%	4,6%
S.121 S.122	Sociétés financières (hors S.125)	-	-2,4%	2,0%	4,9%	1,9%	9,2%	10,7%	21,7%	10,6%	11,4%	18,2%	0,5%
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	-	2,2%	2,5%	4,3%	2,1%	-2,2%	7,0%	-1,5%	7,4%	2,1%	6,0%	8,8%
S.13	Administrations publiques	-	-0,6%	-1,2%	-5,9%	-0,1%	0,6%	0,2%	-0,3%	3,0%	1,1%	2,3%	1,7%
S.1314	Administrations de sécurité sociale	-	13,1%	14,3%	3,2%	5,2%	0,0%	34,3%	42,3%	-3,4%	-13,6%	-13,6%	-2,6%
S.14	Ménages	-	-2,2%	-2,8%	-4,8%	6,0%	3,3%	0,0%	-1,0%	2,3%	-14,1%	1,8%	-7,8%
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	-	2,6%	5,2%	-3,6%	1,4%	-1,6%	-3,2%	-1,0%	1,2%	0,9%	2,9%	6,8%
P.119	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	-	10,5%	-1,4%	-7,5%	-6,3%	0,4%	3,5%	9,8%	11,1%	0,2%	8,5%	-5,0%
Tot	Total	-	-3,4%	-2,6%	-3,1%	-1,8%	2,6%	2,1%	4,1%	5,9%	0,9%	4,2%	0,8%

B.1 Valeur ajoutée/B.1* Produit intérieur

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

Code	Secteurs institutionnels	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000p	2001p
S.11	Sociétés non financières	-	-1,6%	-0,5%	-1,5%	0,5%	0,5%	-0,6%	1,1%	3,2%	2,0%	2,4%	4,2%
S.12	Sociétés financières	-	9,3%	2,3%	2,7%	-2,4%	-1,4%	8,9%	11,7%	12,0%	2,3%	11,7%	-10,6%
S.121 S.122	Sociétés financières (hors S.125)	-	11,2%	-0,9%	2,1%	-6,3%	-7,7%	9,8%	15,9%	14,2%	1,4%	13,2%	-14,4%
S.125	Sociétés d'assurance et fonds de pension	-	6,2%	7,8%	3,6%	4,5%	9,2%	7,5%	4,8%	8,0%	4,2%	8,4%	-0,9%
S.13	Administrations publiques	-	3,7%	1,5%	0,8%	2,0%	-0,7%	1,4%	0,0%	-0,2%	1,1%	3,2%	3,8%
S.1314	Administrations de sécurité sociale	-	42,1%	36,0%	37,9%	3,7%	-3,7%	37,9%	18,4%	-7,9%	-2,3%	-5,8%	2,8%
S.14	Ménages	-	-1,3%	0,4%	-1,4%	2,6%	1,6%	-0,6%	-0,3%	-0,1%	-6,3%	3,1%	-4,0%
S.15	Institutions sans but lucratif au service des ménages	-	-4,3%	3,8%	7,8%	-2,2%	0,8%	0,5%	-1,0%	1,6%	1,7%	0,2%	7,2%
B.1*b	Produit intérieur brut	-	-0,8%	0,0%	-0,2%	1,1%	0,4%	0,5%	1,9%	2,8%	1,3%	3,7%	1,0%

Office fédéral de la statistique, Comptes nationaux

Renseignements: 032 713 66 48, info.vgr-cn@bfs.admin.ch

© OFS

T2 Produit intérieur brut selon son affectation

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

Code	Intitulé	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000p	2001p	2002p
P.3	Dépense de consommation finale	-	2,1%	0,6%	-0,6%	1,1%	0,7%	1,0%	1,2%	1,9%	2,0%	2,5%	2,3%	0,7%
S.14+S15	Ménages et ISBLM	-	1,7%	0,4%	-0,6%	1,0%	0,7%	1,0%	1,5%	2,4%	2,3%	2,5%	2,0%	0,7%
S.13	Administrations publiques	-	4,3%	1,7%	-0,7%	2,0%	1,0%	0,9%	-0,1%	-0,9%	0,3%	2,4%	4,0%	0,8%
P.5	Formation brute de capital	-	-8,2%	-9,8%	-1,2%	8,2%	4,2%	-2,1%	-1,9%	11,1%	-5,0%	1,1%	0,8%	-6,1%
P.51	Formation brute de capital fixe	-	-2,2%	-8,0%	-3,0%	6,6%	4,4%	-1,7%	2,1%	6,6%	1,2%	4,4%	-3,1%	-4,8%
P.5111be	Biens d'équipement	-	-1,2%	-14,7%	-5,0%	6,1%	13,4%	3,1%	5,4%	11,4%	5,0%	5,6%	-3,0%	-10,1%
P.5111c	Construction	-	-3,4%	-0,9%	-1,0%	7,1%	-3,6%	-6,4%	-1,5%	1,0%	-3,7%	2,7%	-3,4%	2,2%
P.52	Variation des stocks	-												
P.53	Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-												
P.6	Exportations de biens et de services	-	-1,3%	3,1%	1,3%	1,9%	0,5%	3,6%	11,1%	3,9%	6,5%	12,2%	0,2%	-0,5%
P.61	Exportations de biens	-	-2,7%	3,9%	0,6%	3,0%	1,7%	3,8%	11,7%	3,8%	6,5%	11,6%	1,4%	1,1%
P.62	Exportations de services	-	3,1%	1,0%	3,4%	-1,0%	-2,8%	3,0%	9,3%	4,2%	6,4%	13,6%	-3,2%	-4,9%
P.7	Importations de biens et de services	-	-1,9%	-3,8%	-0,1%	7,7%	4,3%	3,2%	8,3%	7,5%	4,3%	9,5%	2,2%	-3,1%
P.71	Importations de biens	-	-1,8%	-4,8%	-0,6%	8,0%	3,4%	3,2%	10,7%	7,1%	4,0%	10,2%	1,8%	-3,6%
P.72	Importations de services	-	-2,9%	3,3%	3,3%	5,9%	10,1%	3,4%	-4,9%	9,8%	6,0%	5,3%	4,3%	-0,1%
B.1*b	Produit intérieur brut	-	-0,8%	0,0%	-0,2%	1,1%	0,4%	0,5%	1,9%	2,8%	1,3%	3,7%	1,0%	0,2%

Office fédéral de la statistique, Comptes nationaux
Renseignements: 032 713 66 48, info.vgr-cn@bfs.admin.ch
© OFS

ANNEXES METHODOLOGIQUES

Annexe 1: Mise en équivalence des secteurs dans le SEC 78 et dans le SEC 95

Lors des comparaisons entre le SEC 78 et le SEC 95, il convient de faire un certain nombre de regroupements afin que les données utilisées soient effectivement comparables. Le Tableau ci-dessous indique le niveau auquel de telles comparaisons ont un sens économique.

Mise en équivalence des secteurs et sous-secteurs dans les deux systèmes		
	SEC 78	SEC 95
A.	Entreprises non financières (S 10) + Ménages producteurs (S 81)	Sociétés non financières (S.11) + Ménages producteurs (S.14)
B.	Intermédiaires financiers (S 40)	Sociétés financières, hors sociétés d'assurance et fonds de pension (S.121-S.122-S.123)
C.	Entreprises d'assurance (S 50) + Assurances sociales (S 70)	Sociétés d'assurance et fonds de pension (S.125) + Administrations de sécurité sociale (S.1314)
D.	Administrations publiques (S 60)	Administrations publiques (S.1311-S.1312-S.1313)
E.	Institutions sans but lucratif au service des ménages (S 82)	Institutions sans but lucratif au service des ménages (S.15)
F.	Reste du monde (S 90)	Reste du monde (S.2)

Entre parenthèses : codes dans les deux systèmes

Annexe 2 : Principaux changements liés à l'introduction du SEC 95 et impact sur le PIB

Le Tableau ci-dessous présente de manière synoptique les principaux changements liés à l'introduction du SEC 95 et leur impact en Suisse sur le PIB.

Composante	Impact sur le PIB		Principales modifications
	Hausse	Baisse	
Approche du PIB par la production			
Production et consommation intermédiaire des sociétés non financières (S.11)	<input checked="" type="checkbox"/>		<i>Sectorisation</i> : inclusion des hôpitaux publics <i>Valorisation</i> : inclusion des subventions nettes des impôts sur les produits
Production et consommation intermédiaire des sociétés financières (hors sociétés d'assurance et fonds de pension)		<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Valorisation</i> : exclusion des gains de détention ; exclusion des impôts sur les produits
Production et consommation intermédiaire des sociétés d'assurance et fonds de pension (S.125)	<input checked="" type="checkbox"/>		<i>Sectorisation</i> : prise en compte des caisses maladie, des caisses de pension et de la SUVA <i>Valorisation</i> : mesure d'un service d'assurance uniforme
Production et consommation intermédiaire des administrations publiques (hors S.1314)		<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Sectorisation</i> : exclusion des hôpitaux publics <i>Valorisation</i> : réévaluation des amortissements
Production et consommation intermédiaire des administrations de sécurité sociale (S.1314)		<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Sectorisation</i> : exclusion des caisses maladie, des caisses de pension et de la SUVA
Approche du PIB par l'affectation			
Dépense de consommation des ménages	<input checked="" type="checkbox"/>		Exploitation de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages ; nouvelles estimations des services financiers
Dépense de consommation des administrations publiques		<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Sectorisation</i> : exclusion des hôpitaux publics
Dépense de consommation des administrations de sécurité sociale		<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Sectorisation</i> : exclusion des caisses maladie, des caisses de pension et de la SUVA
Investissements en biens d'équipements	<input checked="" type="checkbox"/>		Inclusion des logiciels ; nouvelles estimations pour les entreprises productrices de biens d'équipement (S.11)
Commerce extérieur, nominal	<input checked="" type="checkbox"/>		Changement de prescriptions ; nouvelles estimations pour les entreprises d'assurance
Commerce extérieur, volumes	<input checked="" type="checkbox"/>		Recours partiel à des indices de prix
Consommation de capital fixe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Elargissement de la base de calcul aux logiciels Allongement des durées de vie

Inventaire des tableaux à disposition

Les tableaux ci-dessous peuvent être commandés auprès de la section des comptes nationaux de l'Office fédéral de la statistique, soit à l'adresse e-mail info.vgr-cn@bfs.admin.ch, soit au téléphone 032 713 66 48 :

Séquences de comptes par secteur institutionnel :

- A prix courants (valeur et taux d'évolution) de 1990 à 2001
- Aux prix de l'année précédente (taux d'évolution) de 1991 à 2001.

PIB selon les approches de la production, de la dépense et des revenus :

- A prix courants (valeur et taux d'évolution) de 1990 à 2002.
- Aux prix de l'année précédente (taux d'évolution) de 1991 à 2002, non disponible pour l'approche par les revenus.

Compte de production par secteur institutionnel :

- A prix courants (valeur et taux d'évolution) de 1990 à 2001.
- Aux prix de l'année précédente (taux d'évolution) de 1991 à 2001.

Principaux indicateurs des comptes nationaux de 1990 à 2001

Consommation finale nationale des ménages par fonction (COICOP) :

- A prix courants (valeur et taux d'évolution) de 1990 à 2002.
- Aux prix de l'année précédente (taux d'évolution) de 1991 à 2002.

Investissements par secteur institutionnel :

- A prix courants (valeur et taux d'évolution) de 1990 à 2001.
- Aux prix de l'année précédente (taux d'évolution) de 1991 à 2001.

Investissements dans la construction par catégorie d'ouvrage et secteur institutionnel :

- A prix courants (valeur et taux d'évolution) de 1990 à 2001.
- Aux prix de l'année précédente (taux d'évolution) de 1991 à 2001.

Investissements en biens d'équipement selon la nomenclature CPA :

- A prix courants (valeur et taux d'évolution) de 1990 à 2001.
- Aux prix de l'année précédente (taux d'évolution) de 1991 à 2001.

Données disponibles à partir de juillet 2004

Compte de production par branche d'activité économique, secteur économique et secteur institutionnel :

- A prix courants (valeur et taux d'évolution) de 1990 à 2002.
- Aux prix de l'année précédente (taux d'évolution) de 1991 à 2002.

Productivité par branche d'activité économique, secteur économique et secteur institutionnel